

## **PROCES VERBAL DE SEANCE du CONSEIL MUNICIPAL**

### **SEANCE du 11 DECEMBRE 2025**

Date d'affichage : 04/12/2025

Date de la convocation : 04/12/2025

Nombre de conseillers :

- En exercice : 15
- Présents : 12
- Votants : 15

**L'an deux mil vingt cinq, le onze décembre à vingt heures trente**, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie de LE PERTRE sous la présidence de M. THEBERT Aurélien

**Etaient présents** : THEBERT Aurélien, THIKEN Christine, ~~HUBERT Philippe~~, DORGERE Magali, POTTIER Stéphane, RONCERAY Dominique, MEREL Pierrick, POIRIER Anne-Marie, ~~BELLAYER Nadine~~, THEBERT Mickaël, CROISSANT Elodie, ~~SERRAND Caroline~~, LORHO Pascal, LEOTHIER Véronique, BEDOUIN Gaël,

**Etaient absents excusés**: Mme BELLAYER Nadine qui a donné procuration à Mme CROISSANT Elodie, Mme SERRAND Caroline qui a donné procuration à Mme DORGERE Magali, M. HUBERT Philippe qui a donné procuration à M. THEBERT Aurélien.

M. LORHO Pascal est nommé secrétaire de séance.

### **ORDRE DU JOUR**

Approbation du procès-verbal de la séance du 30/10/2025

- Rapport d'activités 2024 de Vitré Communauté
- Rapport d'activités 2024 du SMICTOM
- Modification des statuts de Vitré Communauté
- Lotissement la Touche Godet : lot 04 détermination du prix de vente- modification du tableau : **POINT REPORTE**
- Convention avec la société des courses : **POINT ANNULE = SIVOM**
- Tarifs du camping 2026
- Logement locatif 5 allée du Verger
- Point finances : ajustements de crédits -décisions modificatives budgétaires : **POINT REPORTE**
- Emprunt pour les travaux de construction des vestiaires de football

### **INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES**

-Monsieur le Maire propose d'ajouter le point suivant : Convention avec le département  
« mission d'assistance aux petites communes »

A l'unanimité, les membres présents approuvent le procès-verbal de la séance du 30/10/2025

## **PRESENTATION DES DECISIONS PRISES DANS LE CADRE DE LA DELEGATION AU MAIRE**

Rapporteur : Aurélien THÉBERT

<b>DEVIS</b>		
<b>OBJET</b>	<b>PRESTATAIRES</b>	<b>MONTANT HT(€)</b>
Remplacement des horloges	SDE 35	4 243.68
Remplacement des ampoules		2 541.46
Panneau « zone 20 »	MAVASA	205.00
Location nacelle : dépose des illuminations	BLEU BLANC	597.36
Remplacement kit roue ventilation maison de santé	PERRINEL	2 546.72
Thermostat salle du patronage		1 086.30
Sapins	HUCHET	170.00 82.00
Placard coulissant cuisine mairie	BRETAGNE MATERIAUX	292.39
Décor sapin + connecteur	DECOLUM	880.00
Bulletin municipal	MORVAN FOUILLET LA POSTE	1 701.00 269.08

### **RAPPORT D'ACTIVITES DE VITRE COMMUNAUTE**

Après présentation du rapport annuel 2024 des activités de Vitré Communauté par M. le Maire, l'ensemble du conseil municipal valide ce rapport.

### **RAPPORT D'ACTIVITES DU SMICTOM**

Après présentation du rapport annuel 2024 par Mme THIKEN, les membres du conseil municipal valident ce rapport.

### **2025/49 MODIFICATION DES STATUTS DE VITRE COMMUNAUTE**

Monsieur le Maire expose :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique dite « loi engagement et proximité » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2025 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération de « Vitré communauté » ;

Vu la délibération n° 2022\_064 du conseil d'agglomération du 7 avril 2022 relative à l'arrêt du projet de territoire communautaire ;

Vu la délibération n°2025\_239 du conseil d'agglomération du 13 novembre 2025 relative à la modification des statuts de Vitré Communauté ;

Considérant les défis inscrits dans le projet de territoire ;

Considérant la nécessité de modifier les statuts de Vitré Communauté afin de relever ces défis ;

Considérant la volonté de Vitré Communauté de porter le réseau de chaleur REVERTEC ;

Considérant la suppression de la catégorie des compétences optionnelles devenues compétences facultatives ;

Considérant le maintien de la définition d'un intérêt communautaire pour les compétences susmentionnées ;

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal de valider les modifications de compétences de Vitré Communauté figurant dans ses statuts comme suit :

#### **« COMPÉTENCES**

##### **I – Compétences obligatoires**

1. En matière de développement économique et d'emploi :

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du Code général des collectivités territoriales ;

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- 2. En matière d'aménagement de l'espace communautaire :
  - Schéma de cohérence territoriale et d'éventuels schémas de secteur\* ;
  - (\* La compétence relative à l'élaboration du schéma de cohérence territoriale et d'éventuels schémas de secteur a été transférée au Syndicat d'urbanisme du Pays de Vitré.)
  - Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;
  - Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ;
  - Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L 3421-2 du même code ;
- 3. En matière d'équilibre social de l'habitat :
  - Programme local de l'habitat ;
  - Politique du logement d'intérêt communautaire ;
  - Actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire ;
  - Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ;
  - Action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ;
  - Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;
- 4. En matière de politique de la ville :
  - Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
  - Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
  - Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;
- 5. GEMAPI
  - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;
- 6. En matière d'accueil des gens du voyage
  - Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- 7. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés\* ;
- (\*La compétence « Élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés » a été transférée au SMICTOM du sud-est d'Ille-et-Vilaine)
- 8. Eau
- 9. Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 du Code général des collectivités territoriales ;
- 10. Gestion des eaux pluviales urbaines, au sens de l'article L. 2226-1 du Code général des collectivités territoriales

## II – Compétences facultatives

1. Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; Création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;
2. En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie :
  - Lutte contre la pollution de l'air ;
  - Lutte contre les nuisances sonores ;
  - Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie et de développement des énergies renouvelables ;
3. En matière d'enseignement supérieur et de recherche :
  - Aide à la création, à l'implantation, à la construction ou au développement d'activités de recherche et d'établissements d'enseignement supérieur présentant un intérêt pour le développement du territoire ;
  - Soutien aux projets et actions de développement et de promotion garantissant l'attractivité et le rayonnement du territoire en matière d'enseignement supérieur et de recherche ;
  - Soutien à la vie étudiante et au logement étudiant ;
  - Réalisation et/ou participation à des études liées à l'enseignement supérieur et à la recherche (élaboration d'un schéma local de développement de l'enseignement supérieur et de recherche) ;

#### 4. En matière de développement économique et d'emploi :

- Valorisation des métiers de l'industrie ;
- Soutien au développement de filières de formations innovantes ;
- Mise en place et/ou soutien à l'émergence de services aux entreprises ;
- La garde des enfants aux horaires dits atypiques : participation financière à sa mise en œuvre sous la forme de participations auprès de l'association organisatrice du service dans le cadre d'une expérimentation ;
- La délégation du Conseil Départemental du dispositif d'accompagnement socio-professionnel des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) ;
- Missions d'insertion communautaire, par l'activité économique, avec un accompagnement socio-professionnel de salariés en insertion (portage d'un chantier d'insertion) ;
- Mission de coordination des politiques sociales ;
- Participation financière à des structures œuvrant pour l'emploi ;
- Points Accueil Emploi (PAE) : mise en œuvre des PAE d'Argentré-du-Plessis, de Châteaubourg et La Guerche-de-Bretagne ;
- Élaboration et mise en œuvre de la politique locale du tourisme et des programmes de développement touristique ;
- Promotion des itinéraires de randonnée communautaires ;
- Promotion des patrimoines culturels et historiques ;
- Gestion et animation de la Maison Accueil Bretagne ;
- Animation et organisation de manifestations touristiques organisées au minimum sur deux communes de la communauté d'agglomération ;
- Commercialisation de produits touristiques ;

#### 5. En matière d'aménagement de l'espace communautaire

- Toutes les actions de politique foncière permettant de réaliser tous projets présentant un intérêt communautaire et notamment :
  - Acquisitions amiables à titre onéreux, par voie d'échanges...etc
  - Acquisitions par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique,
  - Acquisition par voie de préemption dans le cadre de délégations de compétences spécifiques des zones d'aménagement différé instituée par le Préfet au bénéfice de la Communauté d'agglomération sur les zones communautaires conformément aux articles L. 212-4 et suivants et L. 213-3 du code de l'urbanisme.
  - Acquisitions par voie de préemption sur les périmètres de droit de préemption urbain (D.P.U.) institués par les communes au bénéfice de la Communauté d'agglomération conformément aux articles L. 211-2 et suivants et L. 213-3 du code de l'urbanisme ;
    - Mise en place et gestion d'un Système d'Informations Géographiques communautaire : service offert aux communes qui en font la demande et suivi de la numérisation cadastrale ;
    - le transport des élèves des écoles primaires et maternelles vers les équipements communautaires et le transport à la demande ;

#### 6. Centre local d'information et de coordination (CLIC) des Portes de Bretagne

- Portage du Centre local d'information et de coordination (CLIC) des Portes de Bretagne pour les communes du territoire communautaire à l'exception de : Avoines-sur-Seiche, Bais, La Selle-Guerchaise, La Guerche de Bretagne, Drouges, Moulins, Moussé, Moutiers, Rannée, Visseiche ;

#### 7. Santé :

- Définition et animation d'une stratégie globale en matière de santé à l'échelle du territoire (coordination de l'offre de soins, passation de conventions cadre de type contrat local de santé...) ;
- Soutien aux initiatives visant les objectifs suivants :
  - L'attractivité et le maintien des professionnels de santé sur le territoire ;
  - La promotion de la santé mentale et la prévention des addictions ;
  - La lutte contre la sédentarité, la promotion de l'activité physique et l'accès à une alimentation de qualité ;
  - Soutien à la maison médicale de garde portée par l'Association des médecins libéraux du Pays de Vitré ;
  - Soutien notamment financier au projet de restructuration immobilière du centre hospitalier Simone Veil de Vitré » ;

#### 8. Convention Territoriale Globale (CTG)

- Pilotage global au niveau communautaire (gouvernance, coordination/animation territoriale, suivi, évaluation) de la CTG signée avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) ;

#### 9. Politique Jeunesse

- Mise en œuvre de points information jeunesse (PIJ) dans quatre communes (Vitré, Châteaubourg, Argentré-du-Plessis et La Guerche-de-Bretagne) ;

- Participation aux opérations « Bourse Internationale Jeune » et « Bourse Agir Jeune » et gestion des fonds d'intervention de ces opérations ;

#### 10. Politique sportive

- Animation sportive directe :

L'intervention de l'animation sportive est dirigée vers :

- Les jeunes licenciés des associations sportives du territoire (-18 ans) ;
  - Les élèves des établissements élémentaires du territoire, pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive ;
  - Les jeunes de 11 à 17 ans pour la découverte et l'initiation des activités physiques et sportives pendant les vacances scolaires ;
  - Le public en situation de sédentarité accueilli lors de créneaux sport-santé ;
  - L'accompagnement des associations sportives ;
  - L'accompagnement des emplois sportifs :  
Pour les activités sportives des fédérations délégataires, une prise en charge de l'encadrement par Vitré Communauté est possible dans le cadre des 4 dispositifs suivants :
    - L'emploi en réseau entre minimum 2 communes ou 2 clubs au moins de communes différentes pour l'encadrement des jeunes licenciés au sein des clubs affiliés à une fédération délégataire. Vitré Communauté ne soutiendra pas les postes concernant les activités du domaine d'intervention du service d'animation sportive.
    - L'emploi haut niveau amateur, salarié d'un club évoluant à partir du plus bas niveau national ;
    - La pérennisation emplois jeunes salariés d'un club organisant des activités sportives en matière de football, volley-ball et basket-ball.
    - La prise en charge d'heures d'encadrement.  
Pour chacun des clubs, cet accompagnement se limitera à :
      - Un poste soutenu par dispositif
      - Un maximum de 2 aides
    - Le soutien aux déplacements collectifs générés par la mutualisation des équipements sportifs d'au moins deux communes différentes et pris en charge directement par le(s) club(s) ;
    - Dans le cadre de la promotion et du rayonnement du territoire, soutien des équipes évoluant au plus haut niveau national d'une fédération délégataire et aux athlètes licenciés sur le territoire participant aux compétitions internationales.
  - L'événementiel sportif :
  - Organisation d'événements sportifs communautaires ;
  - Le soutien à l'événementiel sportif répondant aux critères suivants :
    - L'événement sportif devra être inscrit au calendrier des compétitions de portées nationales ou internationales.
    - Cet événement doit intégrer une dimension populaire et se dérouler sur le territoire communautaire pour valoriser Vitré communauté au travers de sa médiatisation.
11. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire
12. Intervention dans les domaines de l'enseignement artistique et de l'animation culturelle :
- L'enseignement dispensé par l'école intercommunale d'arts plastiques et le conservatoire de musique et d'art dramatique à rayonnement intercommunal ;
  - L'enseignement artistique dispensé dans le cadre des Classes à Horaires Aménagés Musique (CHAM) et Théâtre (CHAT) ;
  - Contributions à l'éducation artistique et culturelle, à destination des scolaires et des élèves des écoles d'arts, dans le cadre de résidences d'artistes, spectacles, animations et saisons culturelles programmées par le conservatoire de musique et d'art dramatique, l'école d'arts plastiques, le service Lecture Publique et Art Contemporain ;
  - La contribution à l'éducation culturelle par la promotion de toutes actions susceptibles d'y parvenir, notamment par le soutien accordé aux festivals culturels tels que les « Désarticulés » et les « Fanfarfelues » ;
  - Constitution et développement du réseau des bibliothèques et médiathèques du territoire de Vitré communauté, dont les actions sont ainsi définies :
- Constitution d'un catalogue et d'un portail communs pour une meilleure circulation des usagers et des documents entre les différents équipements adhérents à ce réseau,
  - Mise en place et gestion de navettes, entre les bibliothèques et médiathèques membres du réseau, facilitant la circulation des documents sur le territoire,
  - Création d'une carte d'abonnement unique et commune à toutes les bibliothèques et médiathèques membres du réseau,

- Acquisition de matériels dans le cadre des animations mises en place par le service Lecture Publique et Art Contemporain et prêtés aux bibliothèques et médiathèques membres du réseau,
- Mise en place de formations-actions en lien avec les projets d'animations communautaires pour les équipes des établissements adhérents à ce réseau,
- Organisation de temps d'échanges professionnels et / ou de formations en lien avec les nouveaux outils déployés dans les différentes bibliothèques et médiathèques membres du réseau,
- Relais avec la Médiathèque Départementale d'Ille-et-Vilaine
  - Mise en place d'actions culturelles, visant la promotion d'une culture numérique, des arts et de la lecture publique, à l'échelle communautaire.
- 13. Prise en charge de la participation des communes au service départemental d'incendie et de secours ;
- 14. Dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication :
  - Adhésion au syndicat mixte de développement de services de technologies, d'informations et de télécommunications « Mégalis Bretagne » ayant pour objet :
    - De favoriser l'accès de ses membres aux moyens de communications électroniques à haut débit,
- De favoriser le développement des services innovants et des usages liés aux TIC, dont la mise en œuvre des moyens permettant la promotion et le développement de l'administration électronique sur l'ensemble du territoire breton, par la mutualisation des moyens entre ses membres, ainsi que des organismes qui leur sont rattachés,
- De passer et d'exécuter, pour le compte de tout ou partie de ses membres, tout contrat nécessaire à la réalisation de ses missions,
- D'adhérer, avec le rôle si nécessaire de coordonnateur, à tout groupement de commandes en vue de passer tout contrat conforme à l'objet syndical.
  - Réseaux publics et services locaux de communications électroniques :
- Compétence relative aux réseaux publics et services locaux de communications électroniques telle que prévue à l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales et incluant notamment les activités suivantes :
- L'établissement d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques au sens du 3° et du 15° de l'article L.32 du Code des postes et communications électroniques,
- L'acquisition des droits d'usage à cette fin et l'achat des infrastructures ou réseaux existants,
- La mise à disposition de telles infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants,
- L'exploitation de ces infrastructures et réseaux de communications électroniques,
- La fourniture des services de communications électroniques aux utilisateurs finals, après avoir constaté une insuffisance d'initiatives privées dans les conditions prévues par l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales » ;
- 15. Environnement :
  - Soutien aux actions en faveur des économies d'eau ;
  - Soutien aux actions en faveur de la protection et de la valorisation des paysages ;
  - Études environnementales et paysagères menées à l'échelle du territoire de Vitré Communauté ;
  - Plan de résorption des décharges brutes ;
  - Possibilité pour le service espaces verts, voirie et chantier d'insertion de la communauté d'agglomération d'intervenir en qualité de prestataire de services, pour le compte des communes membres, d'autres collectivités territoriales, de groupements de communes et d'établissements publics, à leur demande, dans les domaines suivants :
    - aménagement et entretien d'espaces verts ;
    - entretien d'espaces naturels ;
    - entretien de terrains de sport ;
    - balayage mécanique ;
    - curage d'avaloirs ;
    - désherbage de voirie ;
    - transport et/ou installations de matériels de location divers ;
  - Location aux communes qui en font la demande, des matériels divers ;
  - La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;
  - La lutte contre la pollution ;
  - La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;

- L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;

- Animation et portage du SAGE et participation aux missions d'un EPTB ;

- Gestion des ouvrages structurants multi-usages à dominante hydraulique ;

16. La lutte contre le frelon asiatique:

- Participation à la lutte contre le frelon asiatique par l'organisation de la destruction des nids sur demande des services de secours, des communes ou des particuliers du territoire communautaire ;

17. Réseau public de chaleur :

- Création, exploitation des réseaux publics de chaleur constituant un service public de distribution de chaleur au sens de l'article L. 2224-38 du CGCT ;

- Vente de la chaleur produite par les réseaux publics de chaleur relevant de la compétence de Vitré Communauté. »

***Aussi, après délibération, à l'unanimité, le conseil municipal valide les modifications de compétences de Vitré Communauté figurant dans ses statuts comme énoncées ci-dessus.***

## **2025/50 TARIFS DU CAMPING 2026**

Mme THIKEN a dressé le bilan qu'elle commente :

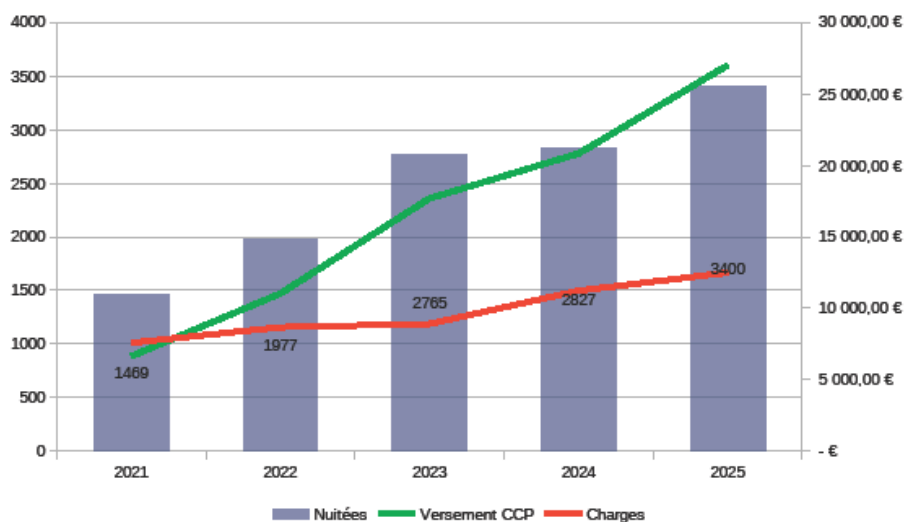
**Évolution des tarifs**

Année	Basse saison	Variation	Haute saison	Variation	Service
2020	8,00 €		10,00 €		5,00 €
2021	8,00 €	0,00 %	10,00 €	0,00 %	5,00 €
2022	9,01 €	12,62 %	11,01 €	10,10 %	5,00 €
2023	9,96 €	10,54 %	11,96 €	8,63 %	5,00 €
2024	11,00 €	10,44 %	13,00 €	8,70 %	6,00 €
2025	11,45 €	4,09 %	13,80 €	6,15 %	6,00 €
<b>2026</b>	<b>11,60 €</b>	<b>1,31 %</b>	<b>14,00 €</b>	<b>1,45 %</b>	<b>6,00 €</b>

**Fréquentation et coûts**

Année	Nuitées	Variation	Versement CCP	Charges
2021	1469		6 651,00 €	7 594,00 €
2022	1977	34,58 %	11 034,00 €	8 682,00 €
2023	2765	39,86 %	17 691,00 €	8 919,00 €
2024	2827	2,24 %	20 826,00 €	11 234,00 €
2025	3400	20,27 %	<b>27 000,00 €</b>	<b>12 500,00 €</b>

Hors stabilisation



Aussi, pour 2026, les tarifs préconisés ci-dessus, sont validés, à l'unanimité par les membres du conseil municipal.

## **2025/51 PRISE EN CHARGE FINANCIERE – LOGEMENT 5 ALLE DU VERGER**

Mme DORGERE rappelle aux membres du conseil municipal, que la locataire du logement locatif sis 5 allée du Verger a quitté ce logement provisoirement suite aux malfaçons constatées.

Celui-ci n'étant plus habitable en l'état. (infiltrations d'eau, moisissure).

Une expertise a été lancée et est en cours. Mme Dorgère rappelle que la prochaine réunion avec le cabinet missionné pour cette expertise se déroulera le 07 janvier 2026

Dans l'attente de la réfection de ce logement, la locataire a dû quitter les lieux et a dû être relogée dans un logement ESPACIL HABITAT.

Toutefois, le loyer est plus élevé que celui du logement communal pour lequel un bail est en cours.

Aussi, après délibération, le Conseil Municipal décide de prendre en charge financièrement la différence entre le loyer communal et celui d'ESPACIL HABITAT à compter du 17/12/2024 jusqu'au 31/12/2025 pour un montant de 2099.90€ dont le détail est défini ci-dessous :

	Payé à Espacil	Payé Mairie	Total	Trop Payé
Montant Loyer du 1/07/2024 au 30/06/2025	442,78 €			
Décembre 2024 -- 16 jours Espacil + 15 jours Mairie	306,73 €	236,15 €	542,88 €	100,10 €
Janvier 2025	613,46 €		613,46 €	170,68 €
Février 2025	613,46 €		613,46 €	170,68 €
Mars 2025	613,46 €		613,46 €	170,68 €
Avril 2025	613,46 €		613,46 €	170,68 €
Mai 2025	613,46 €		613,46 €	170,68 €
Juin 2025	613,46 €		613,46 €	170,68 €
Montant Loyer du 1/07/2025 au 30/06/2026	450,84 €			
Juillet 2025	613,46 €		613,46 €	162,62 €
Aout 2025	613,46 €		613,46 €	162,62 €
Septembre 2025	613,46 €		613,46 €	162,62 €
Octobre 2025	613,46 €		613,46 €	162,62 €
Novembre 2025	613,46 €		613,46 €	162,62 €
Décembre 2025	613,46 €		613,46 €	162,62 €
				<b>2 099,90 €</b>

Il a été convenu que la différence de loyer sera prise en charge par la commune jusqu'à la remise en état du logement. Les sommes versées par la commune feront l'objet d'une demande de prise en charge par les tiers responsables des désordres.

A l'unanimité, les membres du conseil municipal valident cette prise en charge financière et autorise M. le Maire à inscrire les crédits au budget et à procéder à ce remboursement.

## **2025/52 EMPRUNT POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VESTIAIRES DE FOOTBAL ET D'UNE SALLE MULTI-ACTIVITES**

M. le Maire expose de la nécessité de contracter un emprunt, comme cela avait été prévu au budget, 2025 afin de financer les travaux de construction des vestiaires de football et d'une salle multi-activités.

Il passe la parole à M LORHO qui a étudié les offres reçues. Il précise que trois banques ont répondu à la demande de financement ; La Caisse d'Epargne dont l'offre présentait un taux trop élevé donc non sélectionnée pour l'étude, le Crédit Mutuel de Bretagne et la Banque des Territoires (CDC).

M. LORHO qui a analysé les deux offres, commente les caractéristiques de chacune d'elle.

Emprunt Vestiaires

	CDC – Caisse des dépôts	CMB – Crédit Mutuel de Bretagne
Montant	200 000,00	200 000,00
Indexé sur	Livret A	Euribor 3M
Taux index	1,700 %	2,069 %
Marge	1,300 %	1,330 %
Taux départ	3,000 %	3,399 %
Périodicité	Trimestriel	Trimestriel
Durée an	25 ans	20 ans
Durée mois	300	240
Nombre d'échéances	100	80
Amortissement constant de	2 000,00	2 500,00
Date début	01/01/26	01/01/26
Date fin	01/01/51	01/01/46
1 ère échéance	3 483,41	4 199,50
Dernière échéance	2 014,83	2 521,48
Coût intérêts	74 912,42	69 825,92
Frais de dossier	120,00	200,00
Coût total	75 032,42	70 025,92

Il précise que l'offre de la Banque des Territoires semble la plus adaptée. Un taux indexé sur le livret A est plus stable qu'un taux indexé sur l'EURIBOR 3 mois.



Aussi, après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, valide l'offre de la Banque des Territoires et autorise M. le Maire à signer le contrat de prêt et tout autre document relatif à ce dossier.

### **2025/53 CONVENTION : MISSION D'ASSISTANCE AUX PETITES COMMUNES**

M. le Maire expose que le département confie à la Société Publique Locale de Construction le soin d'accompagner les petites communes qui souhaitent engager une réflexion sur leur développement et/ou aménagement.

M. le Maire rappelle qu'un projet d'étude de densification de la parcelle, au 18 rue de la Forêt, avait été lancé.

Aussi, afin de disposer des éléments nécessaires pour la prise de décision et la mise en œuvre de ce projet, ***le conseil municipal, à l'unanimité, autorise M. le Maire à signer la convention de mission d'assistance aux petites communes entre le département et la collectivité.***

Le cout de cette mission est de 9 072€ TTC (4 à 9 journées d'intervention) supporté par le département. La commune s'engage à prendre en charge 20% du cout TTC de la mission soit 1 814.40€ TTC ;

### **TRAVAUX DES VESTIAIRES DE FOOTBALL ET D'UNE SALLE MULTI-ACTIVITES**

M. Gaël BEDOUIN a souhaité que soit présenté un bilan financier intermédiaire pour les vestiaires reprenant : factures déjà payées, reste à payer, montant des subventions accordées avec les notifications et les modalités et dates de versement, recours éventuel à un prêt relais avec le montant des intérêts, le taux du FCTVA vs TVA et la date de versement .... soit tous les éléments permettant d'avoir une idée précise du montant total du projet.

M. le Maire propose de présenter ce bilan.

Il rappelle que les délais des travaux sont respectés et que la date de réception est prévue semaine 03 /2026.

Ce projet initié par l'ancienne équipe municipale n'a subi aucune modification structurelle.

M. le Maire rappelle que ce projet va contribuer, tout comme l'a été la maison de santé, la salle des sports, la superette à l'attractivité de la commune.

Mme THIKEN a dressé le bilan suivant qu'elle commente.

Plan de financement validé en CM de juillet 2024				
Dépenses		Recettes		
Nature	Montant HT	Financeurs	Montant HT	%
Maîtrise d'oeuvre (8,94 % coût travaux)	53 372 €	DETR	209 812 €	30 %
Études pré travaux et complémentaires (sps, technique ...)	15 000 €	Fond de concours « soutien aux projets »	98 676 €	14 %
Travaux construction vestiaires et salle	597 000 €	FAFA (Fond d'aide au football amateur	14 000 €	2 %
		ANS (Agence Nationale du Sport)	139 874 €	20 %
Travaux aménagement entrée du site	34 000 €	Département	100 000 €	14 %
		Autofinancement	137 010 €	20 %
<b>TOTAL HT</b>	<b>699 372 €</b>	<b>TOTAL HT</b>	<b>699 372 €</b>	<b>100,00 %</b>
TVA 20 %	139 874,36 €			
TTC	839 246,16 €			

Marché (estimations, entreprises retenues, avenants)					
Lot	Description	Estimation (HT)	Entreprise retenue	Montant HT	Montant TTC
1	DESAMANTAGE	21 000 €	EMERAUDE DEPOLLUTION	14 686 €	17 623 €
2	VRD-TERRASSEMENTS- GROS ŒUVRE	214 000 €	BM TEXIER	262 713 €	315 256 €
3	COUVERTURE – ETANCHEITÉ	42 000 €	FROGER ETANCHEITE	46 500 €	55 800 €
4	ITE – RAVALEMENTS	30 400 €	JANVIER	45 688 €	54 826 €
5	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	22 500 €	AMCP	27 490 €	32 988 €
6	METALLERIE	23 900 €	ACM	32 270 €	38 724 €
7	MENUISERIES INTERIEURES BOIS – DOUBLAGE - CLOISONS	40 400 €	RENOUX	37 233 €	44 680 €
8	REVETEMENTS DE SOLS – FAIENCE	28 800 €	BARBOT	23 409 €	28 090 €
9	PEINTURE	22 000 €	THEHARD	13 822 €	16 587 €
			Avenant 1 peinture Biosourcées	2 312 €	2 774 €
10	EQUIPEMENTS SANITAIRES – VENTILATION	55 000 €	MAIGRET	58 904 €	70 685 €
11	ELECTRICITE - COURANTS FAIBLES – CHAUFFAGE ELECTRIQUE	97 000 €	PERRINEL	40 410 €	48 492 €
	<b>TOTAL</b>	<b>597 000 €</b>		<b>605 438 €</b>	<b>726 525 €</b>

Suivi des paiements au 10 décembre 2025							
HONORAIRES & DIVERS							
		Marchés		Paiements réalisés		Solde à payer	
		Montant HT	Montant TTC	Payé HT	Payé TTC	Solde HT	Solde TTC
	Maîtrise d'oeuvre – SARL BOULET ARCHITECTES	53 372 €	64 046 €	43 365 €	52 038 €	10 006 €	12 008 €
	Pré- Travaux (publication, études, diagnostic, sps ...)	15 000 €	18 000 €	14 476 €	17 371 €	524 €	629 €
	Aménagement entrée du site	34 000 €	40 800 €			34 000 €	40 800 €
	<b>TOTAL HONORAIRES ET DIVERS</b>	<b>102 372 €</b>	<b>122 846 €</b>	<b>57 841 €</b>	<b>69 409 €</b>	<b>44 531 €</b>	<b>53 437 €</b>
MARCHES DE TRAVAUX							
Lot	Entreprise retenue	Marchés		Paiements réalisés		Solde à payer	
		Montant HT	Montant TTC	Payé HT	Payé TTC	Solde HT	Solde TTC
1	EMERAUDE DEPOLLUTION	14 686 €	17 623 €	14 730 €	17 676 €	0 €	0 €
2	BM TEXIER	262 713 €	315 256 €	188 765 €	226 518 €	61 365 €	73 638 €
sous traitant	LEVACHER TP			7 167 €	8 600 €		
sous traitant	EURL SME35 CONSTRUCTION			5 417 €	6 500 €		
3	FROGER ETANCHEITE	46 500 €	55 800 €	33 831 €	40 597 €	12 669 €	15 203 €
4	JANVIER	45 688 €	54 826 €	17 645 €	21 174 €	28 043 €	33 652 €
5	AMCP	27 490 €	32 988 €	24 570 €	29 484 €	2 920 €	3 504 €
6	ACM	32 270 €	38 724 €	22 065 €	26 478 €	10 205 €	12 246 €
7	RENOUX	37 233 €	44 680 €			37 233 €	44 680 €
8	BARBOT	23 409 €	28 090 €			23 409 €	28 090 €
9	THEHARD	13 822 €	16 587 €			13 822 €	16 587 €
	Avenant 1 peinture Biosourcées	2 312 €	2 774 €			2 312 €	2 774 €
10	MAIGRET	58 904 €	70 685 €	9 194 €	11 033 €	49 710 €	59 652 €
11	PERRINEL	40 410 €	48 492 €			40 410 €	48 492 €
	<b>TOTAL</b>	<b>605 438 €</b>	<b>726 525 €</b>	<b>323 383 €</b>	<b>388 060 €</b>	<b>282 099 €</b>	<b>338 519 €</b>
TOTAL OPÉRATION CONSTRUCTION VESTIAIRES ET SALLE							
		Marchés		Paiements réalisés		Solde à payer	
		Montant HT	Montant TTC	Payé HT	Payé TTC	Solde HT	Solde TTC
	<b>TOTAL</b>	<b>707 809,57 €</b>	<b>849 371,48 €</b>	<b>381 224,25 €</b>	<b>457 469,10 €</b>	<b>326 629,38 €</b>	<b>391 955,25 €</b>

Suivi des dépenses de TVA et du FCTVA			TAUX FCTVA = 16,404 %		
Exercice	Tiers	Payé HT	Payé TTC	TVA	FCTVA
2023	S.A MEDIALEX	330,80 €	396,96 €	66,16 €	54,26 €
	<b>FCTVA 2025</b>			66,16 €	54,26 €
2024	BEC (BUREAU ETUDES CONSEIL)	4 036,33 €	4 843,60 €	807,27 €	662,12 €
	S.A MEDIALEX	807,15 €	968,58 €	161,43 €	132,40 €
	SA SOCOTEC	2 760,00 €	3 312,00 €	552,00 €	452,75 €
	SARL BOULET ARCHITECTES	1 865,28 €	2 238,34 €	373,06 €	305,98 €
	SARL BOULET ARCHITECTES ET ASSOCIES	17 586,46 €	21 103,75 €	3 517,29 €	2 884,88 €
	SARL FONDOUEST	5 480,00 €	6 576,00 €	1 096,00 €	898,94 €
	SAS 7JOURS L'ECO DE BRETAGNE	576,42 €	691,70 €	115,28 €	94,56 €
	SAS SERTCO	3 260,12 €	3 912,14 €	652,02 €	534,79 €
	<b>FCTVA 2026</b>			7 274,35 €	5 966,42 €
2025	ABG Coordination	881,50 €	1 057,80 €	176,30 €	144,60 €
	ATELIER CREATION METAL (ACM)	22 065,41 €	26 478,49 €	4 413,08 €	3 619,61 €
	BEC (BUREAU ETUDES CONSEIL)	1 835,94 €	2 203,13 €	367,19 €	301,17 €
	BM TEXIER	188 764,65 €	226 517,58 €	37 752,93 €	30 964,95 €
	EURL MAIGRET PATRICE	9 194,49 €	11 033,39 €	1 838,90 €	1 508,26 €
	EURL SME35 CONSTRUCTION	5 416,67 €	6 500,00 €	1 083,33 €	888,55 €
	FROGER ETANCHEITE	33 830,56 €	40 596,67 €	6 766,11 €	5 549,56 €
	LEVACHER TP	7 166,67 €	8 600,00 €	1 433,33 €	1 175,62 €
	SA SOCOTEC	3 640,00 €	4 368,00 €	728,00 €	597,11 €
	SARL BOULET ARCHITECTES ET ASSOCIES	14 781,23 €	17 737,48 €	2 956,25 €	2 424,71 €
	SARL EMERAUDE DE POLLUTION	14 730,06 €	17 676,07 €	2 946,01 €	2 416,32 €
	SARL JANVIER	17 644,88 €	21 173,86 €	3 528,98 €	2 894,47 €
	SAS AMCP	24 569,63 €	29 483,56 €	4 913,93 €	4 030,40 €
	<b>FCTVA 2027</b>			68 904,34 €	56 515,34 €
2026	CABINET BOULET ARCHITECTES	10 006,43 €	12 007,72 €	2 001,29 €	1 641,46 €
	PRÉ TRAVAUX	524,13 €	628,96 €	104,83 €	85,98 €
	ENTRÉE DU SITE	34 000,00 €	40 800,00 €	6 800,00 €	5 577,36 €
	BM TEXIER	61 365,04 €	73 638,04 €	12 273,01 €	10 066,32 €
	FROGER ETANCHEITE	12 669,44 €	15 203,33 €	2 533,89 €	2 078,30 €
	JANVIER	28 043,10 €	33 651,72 €	5 608,62 €	4 600,19 €
	AMCP	2 920,37 €	3 504,44 €	584,07 €	479,06 €
	ACM	10 204,99 €	12 245,99 €	2 041,00 €	1 674,03 €
	RENOUX	37 233,00 €	44 679,60 €	7 446,60 €	6 107,70 €
	BARBOT	23 408,61 €	28 090,33 €	4 681,72 €	3 839,95 €
	THEHARD	13 822,48 €	16 586,98 €	2 764,50 €	2 267,44 €
	Avenant 1 peinture Biosourcées	2 311,85 €	2 774,22 €	462,37 €	379,24 €
	MAIGRET	49 709,61 €	59 651,53 €	9 941,92 €	8 154,36 €
	PERRINEL	40 410,33 €	48 492,40 €	8 082,07 €	6 628,91 €
	<b>FCTVA 2028</b>			65 325,88 €	53 580,28 €
	<b>FCTVA 2025</b>			66,16 €	54,26 €
	<b>FCTVA 2026</b>			7 274,35 €	5 966,42 €
	<b>FCTVA 2027</b>			68 904,34 €	56 515,34 €
	<b>FCTVA 2028</b>			65 325,88 €	53 580,28 €
	<b>TOTAL TVA / FCTVA</b>			141 570,73 €	116 116,31 €
				<b>SOLDE</b>	<b>25 454,42 €</b>

Suivi des subventions au 10 décembre									
Plan de financement – Juillet 2024									
Financeurs	Montant	%	DateNotification	MontantAttribution	MontantPrévision	%	Déjà versé	%	Solde
DETR	209 812 €	30 %	22/05/25	209 419 €		29,94 %	62 826 €	30 %	146 593 €
Fond de concours « soutien aux projets »	98 676 €	14 %	06/02/25	98 676 €		14,11 %	49 338 €	50 %	49 338 €
FAFA (Fond d'aide au football amateur	14 000 €	2 %	23/10/25	15 000 €		2,14 %			15 000 €
ANS (Agence Nationale du Sport)	139 874 €	20 %	En cours		135 000 €	0,00 %			0 €
Département	100 000 €	14 %	21/07/25	100 000 €		14,30 %			100 000 €
Total Autres financeurs	562 362 €			423 095 €		79,80 %	112 164 €		310 931 €
Autofinancement	137 010 €	20 %	En attente		141 277 €	20,20 %			
TOTAL HT	699 372 €	100 %		699 372 €		100,00 %			
DÉPENSES TOTALES PROJET – TTC		Montant TTC							
Honoraires et divers		64 046 €							
Pré – Travaux, études		18 000 €							
Entrée du site		40 800 €							
TRAVAUX		726 525 €							
TOTAL		849 371 €							
FINANCEMENT COLLECTIVITÉ		%							
Autofinancement HT		141 277 €							
TVA reste à charge		25 454 €							
TOTAL		166 731 €		19,63 %					
				Financeurs		Modalités			
				DETR		Avance de 30 % au démarrage Puis par acompte selon l'avancement, jusqu'à 80 % (crédits gelés jusqu'en mars 2026) Solde à l'achèvement des travaux			
				Fond de concours		Acompte de 50 %Acompte de 25 % demandé le 10/12 (en att			
				FAFA		A la fin des travaux			
				Département		Acompte à 50 % des travaux, demandé le 5 décembre 30 % à l'achèvement des travaux Solde à la réception			

M. le Maire remercie Mme THIKEN pour le travail réalisé. M. le Maire conclut en précisant que le budget a été maîtrisé et particulièrement bien subventionné.

Il précise également que le club de football va aider à l'aménagement intérieur et extérieur.

Après échanges, chacun demeure libre d'apprécier la pertinence du projet, de son coût et de son financement. L'avenir dira s'il contribue à renforcer l'attractivité de notre commune.

## **INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES**

### **RUE D'ARGENTRÉ**

M. le Maire précise que la signalétique horizontale sera réalisée avant Noël. Un arrêté va être pris pour cette nouvelle phase de test.

### **BOULANGERIE**

M. le Maire informe qu'il a rendez-vous pour la signature de l'acte de vente du fonds de commerce, vendredi 12/12/2025. 2 projets sont à l'étude pour la reprise de cette boulangerie.

### **CABINET MEDICAL**

M. le Maire informe du départ du Dr Nitu à compter du 31/12/2025. Des pistes sont à l'étude pour trouver un remplaçant.

### **RESEAU MOVA**

Mme THIKEN informe que le lancement est positif. Un seul petit bémol est constaté sur la location des vélos. La ligne 14 qui concerne la commune de LE PERTRE fait état d'un taux de remplissage des bus assez faible. M. THEBERT M. précise que si la ligne desservait Argentré, puis Mondevert, Erbrée, Vitré il y aurait peut-être plus de monde. Il propose d'accentuer la communication.

Mme THIKEN précise qu'à partir du mois de janvier, les bus seront électriques, et que les élus de 2026 devront se mobiliser pour faire perdurer cette activité.

### **CONSIGNE AUTOMATISEE et LAVERIE AUTOMATIQUE**

Mme LEOTHIER souhaite connaître l'avancée du projet des consignes automatisées et de la laverie ;

M. POTTIER l'informe qu'il est dans l'attente d'un nouveau rendez-vous pour la consigne automatisée car l'emplacement qui avait été défini par le commercial n'est pas du tout adapté. Les élus souhaitent qu'il soit placé au niveau de la pharmacie. Pour la laverie, il est dans l'attente d'un nouveau devis.

### **BULLETIN MUNICIPAL**

M. THEBERT M. informe qu'il vient de recevoir le bulletin municipal. La distribution aura lieu semaine 51. Il précise que s'il y avait un problème de distribution, il faut le signaler immédiatement. Une information va être diffusée sur l'application « MON VILLAGE »

*Après échanges sur les informations et questions diverses, plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour,  
M. le Maire lève la séance à 21H53*

Le Maire – Aurélien THÉBERT	
La secrétaire de séance – Pascal LORHO	